



# RAPPORT ANNUEL 2014



*Révélateur de valeurs*



*Révélateur de valeurs*



RAPPORT  
ANNUEL 2014

## LA BRM EN QUELQUES MOTS

### **Première banque dans l'UEMOA spécialisée dans l'intermédiation financière par les titres**

- Spécialiste des métiers de banque de marchés et d'affaires
- Intermédiaire sous-régional sur les opérations sur titres et de marchés
- Plus de 7 000 milliards de FCFA d'opérations intermédiées depuis son existence

### **Une équipe jeune et dynamique contribuant à l'innovation permanente dans nos produits et services**

- Savoir-faire et professionnalisme de l'équipe assurant à nos clients les produits financiers les mieux élaborés et offrant des rendements supérieurs

### **Pôles de spécialisation**

- Banque de marchés
- Banque d'affaires
- Gestion d'actifs

# SOMMAIRE

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| Chiffres Clés                             | 6  |
| Composition du Conseil                    | 7  |
| Message du Président                      | 9  |
| Gouvernement d'Entreprise                 | 10 |
| Rapport du Conseil à l'Assemblée Générale | 12 |
| L'Activité de la Banque                   | 14 |
| Rapport des Commissaires aux Comptes      | 20 |
| États Financiers Résumés                  | 23 |
| Règles et Méthodes Comptables             | 27 |
| Notes sur le États Financiers             | 30 |

# CHIFFRES CLÉS

(exprimés en millions de FCFA sauf indication contraire)

| Au 31 Décembre                       | 2014    | 2013    | Variation en % |
|--------------------------------------|---------|---------|----------------|
| Total Bilan                          | 251 729 | 217 507 | 16%            |
| Produit net bancaire                 | 10 574  | 8 725   | 21%            |
| Capitaux propres                     | 21 688  | 20 693  | 5%             |
| Résultat net                         | 3 795   | 5 404   | - 30%          |
| Dividende distribué                  | 2 100   | 2 800   | - 25%          |
| Rentabilité des capitaux propres (%) | 20,6    | 26      |                |
| Rentabilités des actifs (%)          | 1.51    | 2.5     |                |
| Ratio Cooke (%)                      | 43      | 42.6    |                |
| Effectif                             | 54      | 52      |                |

# COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 Décembre 2014)

## **Président**

*Mansour CAMA*

## **Administrateurs**

*Mor ADJ*

*Eric BIO*

*Alioune CAMARA*

*Assane DIOP*

*Raymond FAYE*

*Felix SANCHEZ*

*Souleymane NIANE*

*Assane SOUMARE*

## **Commissaires aux Comptes**

*Cabinet Aziz Dièye*

*Cabinet Mazars*

## **Siège Social**

Immeuble la Rotonde, Rue Dr. Theze x Assane Ndoye

BP 32040 Dakar, Ponty

## **Site Web**

[www.brmbank.com](http://www.brmbank.com)

# MESSAGE DU PRÉSIDENT





## “Reprendre son souffle pour mieux repartir”

### *Chers Actionnaires,*

Après sept années de progression ininterrompue, les résultats nets de la BRM ont marqué le pas sur l'exercice 2014 en s'inscrivant à 3,7 milliards de FCFA, soit une baisse de 30% par rapport à l'exercice précédent. C'est donc la fin d'un cycle qui nous laisse espérer que la banque va reprendre son souffle pour engager un autre encore plus prometteur.

Dans un contexte économique et concurrentiel très difficile, cette performance reste tout à fait satisfaisante d'autant que le résultat d'exploitation a connu une progression importante en atteignant les 7 milliards de FCFA et que sa baisse ne s'explique que par le provisionnement de quelques dossiers de crédit difficiles pour lesquels nous espérons un dénouement rapide. Nous nous réjouissons également de la progression remarquable du bilan qui a fini l'année à 251 milliards de CFA, en hausse de 16% par rapport à 2013.

C'est donc tout naturellement que, le Conseil d'administration a décidé de maintenir sa politique de distribution de dividende en proposant malgré tout un dividende réduit de 30,000 FCFA par action pour un montant global de 2,100 millions de FCFA à distribuer aux actionnaires. Le profit restant au titre de l'année sera reversé dans les fonds propres de la banque qui seront une fois encore renforcés, et devront l'être davantage puisque le Conseil a préconisé une augmentation de capital de 1,300 millions de FCFA en perspective des projets d'ouverture de la banque à la sous région et du relèvement en vue du capital social des banques prévu pour Juillet 2017.

Tout en adressant, au nom de tout le Conseil d'Administration, nos félicitations et nos encouragements à la Direction générale et à l'ensemble du personnel pour les efforts accomplis, il nous faut rappeler le message de prudence et de vigilance face à l'incertitude grandissante de la concurrence accrue et de l'environnement des affaires.

Qu'il me soit permis enfin, de renouveler mes remerciements chaleureux à nos actionnaires, à nos chers clients pour le soutien inestimable qu'ils nous apportent.

**Mansour CAMA**

# GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

## Compétences du Conseil

Les attributions du Conseil d'Administration ainsi que les conditions d'exercice de la fonction d'administrateur au sein des établissements de crédit sont régies par les dispositions de l'OHA-DA relatives aux sociétés anonymes avec conseil d'administration, les statuts de la société et la loi bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Les compétences du Conseil portent essentiellement sur :

- la définition des objectifs et de l'orientation stratégique de la société;
- le contrôle de la gestion courante assurée par le Directeur Général ;
- l'arrêté des comptes de la société et de façon générale sur tous les actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les statuts de la société.

Le Président du Conseil d'administration préside les réunions du Conseil et les Assemblées générales des actionnaires. Il veille aussi au contrôle adéquat par le Conseil d'administration de la gestion de la société.

Au cours de l'année 2014, le Conseil s'est réuni six fois pour examiner les affaires de la société et prendre les décisions qui relèvent de sa compétence.

## Composition du Conseil

La composition du Conseil d'administration n'a subi aucune modification au cours de l'année 2014.

## Mandat d'administrateurs

Aucun mandat d'administrateur n'arrive à expiration au terme de l'Assemblée générale statuant pour les comptes de l'exercice 2014.

## Fonctionnement du Conseil

Afin d'exercer de façon efficace son rôle et d'aller plus en profondeur dans l'étude de certaines questions, le Conseil a créé en son sein des Comités permanents à qui il a délégué certaines attributions.

La composition des deux Comités en place est la suivante:

- Le Comité Risque et Investissement

*Mor ADJ*

*Eric BIO*

*Alioune CAMARA*

*Mansour CAMA*

*Assane DIOP*

*Raymond FAYE*

- Le Comité des Ressources Humaines, d'Audit et de Gouvernance

*Félix SANCHEZ*

*Souleymane NIANE*

*Raymond FAYE*

*Mansour CAMA*

*Assane DIOP*

*Alioune CAMARA*

## Arrêté des Comptes

Dans le cadre de la mission qui lui est dévolue, le Conseil d'Administration a arrêté, au cours de sa session du 23 Avril 2015, les comptes de l'exercice 2014 de la Banque Régionale de Marchés (BRM), en conformité avec les lois en vigueur au Sénégal et les dispositions du Plan Comptable Bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

## Décisions du Conseil d'Administration

Le Conseil a régulièrement fait le point sur l'état d'avancement des décisions issues de la retraite de stratégie consacrée à l'orientation stratégique de la banque dans les années à venir.

Sur cette lancée, au cours de l'année 2014, on peut noter entre autres décisions importantes prises par le Conseil, l'autorisation donnée à la direction générale pour déposer les dossiers relatifs aux demandes d'ouverture de succursales en Côte d'Ivoire et au Niger. Le Conseil a également autorisé la demande d'agrément de la Banque au statut de Spécialistes en Valeurs du Trésor et validé le choix de Focus Immobilier comme maître d'œuvre pour conduire les travaux de construction du siège de la banque. Il a en outre autorisé la Direction Générale à introduire auprès des Autorités compétente une demande d'agrément en faveur de sa société d'assurance en formation.



# RAPPORT FINANCIER DU CONSEIL

## Situation financière au 31/12/2014

Il ressort des Etats financiers de l'exercice 2014 les points essentiels ci-après.

### Total du bilan de la Banque

Le **Total du bilan de la Banque** au 31/12/2014 s'établit à **251 729 157 889 FCFA** contre 217 507 517 311 FCFA un an auparavant, soit une croissance de plus de 34 milliards de francs CFA (+16%).

**Les éléments d'actif du bilan** se décomposent essentiellement de la façon suivante:

- les opérations sur titres qui comptent pour 115 025 514 236 FCFA soit 46% du total de l'actif en hausse de 10% par rapport au 31/12/2013 (XOF 104 975 983 863) ;
- les opérations avec la clientèle représentant 108 652 457 068 FCFA ont connu une hausse de 20% par rapport au 31/12/2013 (90 833 046 679) et pèsent 43% de l'actif;
- les opérations de trésorerie et interbancaires se chiffrent à 20 032 613 513 FCFA en progression de 41% et représentent 8 % du total de l'actif.

**Au niveau du passif**, le bilan est ainsi structuré :

- Les opérations interbancaires comptent pour 136 514 551 208 FCFA en hausse de 20% par rapport au 31/12/2013 (114 124 414 299 FCFA) et représentant 54% du passif ;
- les dépôts de la clientèle s'élèvent à 85 347 465 526 FCFA soit une progression de 19% et un poids de 34% du total passif ;

- les comptes d'ordre et divers en baisse de 35% se chiffrent à 4 249 785 155 FCFA ou 1.5% du total.

Le résultat net de l'exercice 2014 s'établit à + 3 794 553 355 FCFA contre un résultat bénéficiaire au 31/12/2013 s'élevant à + 5 404 212 329 FCFA soit une baisse de -30% après constitution de provision pour créances douteuses de 2.6 milliards de FCFA.

## Formation du résultat de l'exercice

**La Formation du résultat de l'exercice** s'analyse comme suit :

- le montant total des charges se chiffrant à 15 611 124 102 FCFA est composé principalement des rubriques suivantes : intérêts et charges assimilées pour 7 609 533 209 FCFA, frais généraux d'exploitations pour 3 977 465 752 FCFA, les provisions sur créances douteuses ;
- les produits bancaires sont essentiellement composés par ordre d'importance par les produits sur les opérations financières pour 9 326 242 961 FCFA, les intérêts et produits assimilés pour 7 237 231 421 FCFA et les commissions pour 2 796 399 404 FCFA.

## Respect de la Réglementation bancaire

Au titre de la réglementation prudentielle, au 31/12/2014, les fonds propres effectifs s'établissent à FCFA 18 417 millions par rapport à une limite minimale de FCFA 5 000 millions compte non tenu du résultat de l'exercice. Les ratios de manière générale sont contenus dans la norme fixée par la réglementation prudentielle, à l'exception du ratio de liquidité à 56%.



## Approbation des comptes de l'exercice 2014 et Affectation du Résultat

Les états financiers de la BRM pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été analysés et présentés de façon détaillée dans ce rapport de gestion. Ils font ressortir un résultat net comptable excédentaire de 3 794 553 355 FCFA. Après constitution de la réserve légale de 15%, soit 569 183 003 FCFA, le résultat en instance d'affectation s'élève à 3 225 370 352 FCFA.

Le Conseil propose à l'Assemblée, d'approuver une distribution de dividende pour un montant de **2 100 000 000 FCFA** et l'affectation en report à nouveau du solde de 1 125 370 352 FCFA dans le but de consolider les fonds propres.

Ainsi, le dividende brut par action s'établirait à 30 000 FCFA et après précompte de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) au taux de 10%, le dividende net ressortirait à 27 000 FCFA.

Au titre des missions que les actionnaires de la banque leur ont confiées, les Commissaires aux Comptes de la société ont vérifié les comptes de la société et rédigé à votre attention leurs rapports tant général que spécial. Ces rapports vous sont présentés au cours de la présente Assemblée Générale.

Le Conseil souhaiterait qu'il plaise à l'Assemblée d'approuver les comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2014 ainsi que l'affectation du résultat et de lui donner quitus en entier et sans réserve au titre dudit exercice.

Au terme de ce Rapport, le Conseil d'Administration voudrait encore une fois réitérer ses remerciements aux Actionnaires de la banque pour leur confiance renouvelée et adresser ses encouragements à l'ensemble du personnel pour le niveau de performance atteint par la BRM en quelques années d'existence.

# L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE



# L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN 2014

## Contexte international

En dépit d'un tassement sur l'année 2014, la croissance de l'économie mondiale se poursuit avec une hausse du PIB mondial de 3,3% et des investissements de 25% du PIB. Dans les pays avancés où les séquelles de la crise économique de 2008-2009 continuent de peser sur la reprise le PIB a connu une croissance de 2% malgré un endettement privé et public élevé. Les pays émergents se contentent d'une croissance plus faible que celle observée pendant l'expansion d'avant crise avec un PIB 2014 en hausse de 4,4% nettement inférieur au taux de 8,5% réalisé en 2007.

Aux États-Unis, après un premier semestre décevant, l'activité a repris au deuxième semestre. Cette croissance plus faible en début d'année tient à des facteurs qui semblent pour l'essentiel conjoncturels, notamment un hiver rude et une correction des stocks, ainsi qu'une forte baisse des exportations après leur croissance rapide du quatrième trimestre de 2013. La croissance a rebondi au deuxième semestre de 2014 avec un PIB en hausse de 2%, grâce à une forte amélioration de la situation sur le marché du travail qui a connu une croissance vigoureuse de l'emploi avec un taux de chômage estimé à 6,2% à la clôture de 2014 soit une baisse de 1% par rapport à l'année précédente. En dépit du ralentissement, les importations américaines ont été plus élevées que prévues avec un taux annuel provisoire de 3,7% soit deux fois plus élevé qu'en 2013.

Dans la zone euro, la croissance s'est tassée au deuxième semestre générant une hausse minime du PIB inférieure à 1% en liaison avec la faiblesse

de l'investissement et des exportations. De nombreux facteurs ajoutent doutes et incertitudes sur les perspectives de croissance notamment la contraction de la production en Italie (PIB en baisse de 0,2%), une croissance nulle en France (PIB en hausse de seulement 0,4%) et une mollesse inattendue en Allemagne au deuxième semestre (PIB en hausse de 1,3% contre 2% prédit par les experts financiers en début 2014).

Au Japon, la baisse de la demande intérieure subséquemment au relèvement de la taxe sur la consommation a été plus forte que prévue, ramenant la hausse du PIB à 0,9% au lieu 1,5% prévu.

En Russie et dans la Communauté des États indépendants (CEI), la mollesse de la croissance tient aux effets des tensions géopolitiques sur l'investissement étranger, la production intérieure et la confiance. En ce qui concerne la Russie, la faible hausse du PIB de 0,2% s'explique par une contraction considérable de l'investissement et des sorties massives de capitaux après l'escalade dans la crise Ukrainienne. Pour ce qui est de la CEI, cela tient à la faiblesse de l'activité en Ukraine qui a connu une baisse importante de 6,5% de son PIB due aux répercussions du ralentissement de l'économie russe.

Dans les autres pays émergents, la faiblesse de la demande intérieure plus marquée que prévue, surtout en Amérique latine, a entraîné une contraction du PIB au Brésil et une activité inférieure aux prévisions dans plusieurs autres pays. En Chine, après un premier semestre décevant, les mesures prises par les pouvoirs publics ont favorisé une accélération de la croissance au deu-

xième semestre qui a généré une expansion du PIB légèrement supérieure à 7%.

Dans beaucoup d'économies subsahariennes, la croissance est soutenue depuis avril 2014 par une détente des conditions financières externes. Certains pays ont été en mesure de solliciter davantage les marchés de capitaux, et les récentes émissions d'obligations d'État sur le marché de l'eurodollar ont été largement sursouscrites, y compris les premiers placements effectués par le Kenya et la Côte d'Ivoire. Il est prévu une accélération du rythme de croissance de la région pour atteindre 5,1 % en 2014 et 5,8 % en 2015. Toutefois, ces perspectives globalement positives sont assombries par la situation en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, où l'épidémie actuelle du virus Ébola a de graves conséquences sur le plan humain et économique.

## Matières Premières

Depuis sa chute de la mi-décembre, le prix du baril de pétrole a connu une accélération à la baisse, passant sous les 53 dollars en fin décembre, soit le niveau le plus bas depuis 2009. Cette tendance baissière de l'or noir est renforcée par le fait que les pays producteurs n'ont pas affiché leur intention de baisser leur production, en premier lieu l'Arabie saoudite, les États-Unis et la Russie.

La valeur de beaucoup d'autres matières premières a particulièrement chuté pendant les mois d'été. Les métaux, généralement corrélés à la dynamique industrielle, ont généralement eu une tendance baissière. Le nickel, l'argent et le cuivre ont ainsi baissé de 8%, 16% et 18% respectivement. L'or aura bien défendu sa réputation de valeur refuge cette année, avec une baisse de seulement 0,55%.

Du côté des denrées alimentaires, le bilan est inégal. Le riz et le soja ont respectivement perdu 24% et 20% cette année, tandis que les autres denrées de base restent finalement plutôt stables.

Le maïs a perdu 4% et le blé termine l'année à l'équilibre malgré une forte contraction des prix au cours de l'été. Le coton accuse quant à lui une lourde baisse de 28% sur l'année.

## Changes

Les monnaies des principaux pays se sont dépréciées par rapport au dollar en 2014, à cause des turbulences sur les marchés financiers au début de l'année et des perspectives à moyen terme moins favorables qu'en 2013. L'accumulation des réserves a ralenti en Amérique latine et dans les pays émergents et en développement d'Europe, du fait de la baisse des entrées de capitaux et des pertes de réserves dues aux interventions sur les marchés des changes. La parité de devises euro dollar (EUR/USD) ayant démarré l'année 2014 autour de 1,37 a connu durant cette année les pires moments de son histoire depuis 2005 en clôturant l'année aux alentours de 1,21 soit une baisse d'environ 12% sous l'effet conjugué de la baisse marquée des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne, de la persistance d'un risque de déflation en Zone Euro, de la crise ukrainienne, de l'entrée en récession de la Russie, de la chute inexorable des prix du pétrole et de l'incertitude politique en Grèce.

## Politique monétaire

L'inflation reste généralement inférieure aux objectifs fixés par les banques centrales dans les pays avancés et dans les pays émergents, elle est restée plus ou moins stable depuis le printemps. La politique monétaire est restée très accommodante dans les pays avancés et demeure plus ou moins inchangée dans les pays émergents.

Aux États-Unis l'inflation s'est accélérée de manière modeste au cours des derniers mois, mais reste en deçà de l'objectif à long terme de 2 % fixé par la Réserve fédérale. Bien que la politique monétaire reste expansionniste, la Réserve fédé-





rale a mis fin à ses achats d'actifs en Octobre 2014 après sa dernière injection dans le marché de 15 Milliards de dollars.

Dans la zone euro, l'inflation est restée en-deçà des attentes et a encore diminué pour s'établir à 0,5 %. Dans plusieurs pays où le chômage est plus élevé que la moyenne de la zone, une légère baisse des prix à la consommation se poursuit. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une série de mesures visant à s'attaquer au risque de déflation, notamment une réduction des taux directeurs, un assouplissement du crédit ciblé et d'autres mesures visant à accroître la liquidité.

Au Japon, l'inflation globale et l'inflation hors alimentation et énergie ont augmenté, pour avoisiner 1,3 % et 0,6 %, respectivement, hors effets du relèvement de la taxe à la consommation.

Dans les pays émergents, les taux directeurs ont été abaissés au Chili, au Mexique et au Pérou, après une croissance inférieure aux prévisions,

ainsi qu'en Turquie, où le durcissement considérable opéré plus tôt dans l'année a été inversé en partie. Les taux directeurs ont été relevés au premier semestre au Brésil en Colombie, en Russie où le rouble est mis sous pression, ainsi qu'en Afrique du Sud.

L'inflation reste généralement inférieure aux objectifs fixés par les banques centrales dans les pays avancés et dans les pays émergents, elle est restée plus ou moins stable depuis le printemps. La politique monétaire est restée très accommodante dans les pays avancés et demeure plus ou moins inchangée dans les pays émergents.

Aux États-Unis l'inflation s'est accélérée de manière modeste au cours des derniers mois, mais reste en deçà de l'objectif à long terme de 2 % fixé par la Réserve fédérale. Bien que la politique monétaire reste expansionniste, la Réserve fédérale a mis fin à ses achats d'actifs en Octobre 2014 après sa dernière injection dans le marché de 15 Milliards de dollars.

Dans la zone euro, l'inflation est restée en-deçà des attentes et a encore diminué pour s'établir à 0,5 %. Dans plusieurs pays où le chômage est plus élevé que la moyenne de la zone, une légère baisse des prix à la consommation se poursuit. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une série de mesures visant à s'attaquer au risque de déflation, notamment une réduction des taux directeurs, un assouplissement du crédit ciblé et d'autres mesures visant à accroître la liquidité.

Au Japon, l'inflation globale et l'inflation hors alimentation et énergie ont augmenté, pour avoisiner 1,3 % et 0,6 %, respectivement, hors effets du relèvement de la taxe à la consommation.

Dans les pays émergents, les taux directeurs ont été abaissés au Chili, au Mexique et au Pérou, après une croissance inférieure aux prévisions, ainsi qu'en Turquie, où le durcissement considérable opéré plus tôt dans l'année a été inversé en partie. Les taux directeurs ont été relevés au premier semestre au Brésil en Colombie, en Russie où le rouble est mis sous pression, ainsi qu'en Afrique du Sud.

## Contexte national

Les pays de l'UEMOA ont connu dans l'ensemble une croissance économique satisfaisante comme indiquée par la croissance du PIB réel moyen de la zone en hausse de 5,7 % contre une hausse de 4,5 l'année précédente. L'UEMOA reste donc une zone forte et continue de susciter l'intérêt des investisseurs internationaux. La Côte d'Ivoire avec 8,5% possède le taux de croissance le plus élevé éloignant encore plus les séquelles de la guerre qui restent néanmoins présentes dans la perspective de l'élection présidentielle prévue en Octobre 2015.

Après une croissance du PIB plus faible que prévu en 2013 (environ 3,5%), l'économie sénégalaise a connu une croissance satisfaisante en 2014 avec un taux de croissance du PIB estimé à 4,9%. Ce progrès est dû à un rebond dans l'agriculture, l'explo-

tation minière et l'industrie. L'inflation est restée modérée en 2014 grâce à la politique intensive de baisse des prix de consommation menée par l'Etat. Le Plan Sénégal Emergent (PSE) offre une bonne vision, plus ciblée que les stratégies antérieures sur des projets clés et de réformes. Il repose sur trois piliers : i) une croissance plus forte et durable associée à une transformation structurelle. Il s'agit de faire du Sénégal un pôle régional pour un certain nombre d'activités par le biais d'une amélioration de l'infrastructure et de l'investissement privé, et de développer quelques secteurs (par exemple, l'agriculture, l'agro-industrie, les mines, le tourisme); ii) le développement humain, avec, au centre de l'attention, quelques secteurs sociaux et l'expansion du dispositif de protection sociale; et iii) une meilleure gouvernance, la paix et la sécurité. Le PSE prévoit que la croissance du PIB réel augmentera rapidement et atteindra 7-8 % à moyen terme, c'est-à-dire le double du taux enregistré ces dix dernières années.

# LES ACTIVITÉS DE LA BANQUE EN 2014

## Opérations et Stratégie en compte propre

L'année 2014 a connu un petit regain d'activité sur le volet des opérations de commerce extérieur après une année 2013 particulièrement morose. La remontée de prix observée sur les denrées alimentaires a en effet encouragé les importateurs à accroître leurs volumes et compenser les pertes ou manques à gagner suite au gel de leurs opérations l'année précédente. La contribution de l'activité de financement du commerce extérieur dans le résultat global a été quelque peu dopée par cette évolution favorable.

Le marché primaire des titres d'Etats est resté assez dynamique en 2014. Poursuivant sur leur lancée de 2013, les volumes d'émissions de titres ont continué de progresser avec une hausse de 41% en 2014. La préférence des Etats pour les obligations s'est accentuée puisque les titres obligataires ont doublé alors que dans le même temps, les émissions de bons du trésor n'ont connu qu'une hausse de 12%. Sur les émissions de bons du Trésor, le Mali et le Benin ont été les pays les plus actifs avec respectivement 11 et 9 émissions pour des montants de 410 et 312 milliards de FCFA respectivement sur un total régional de 1 418 milliards. Sur les obligations la Côte d'Ivoire a pu lever 619 milliards de FCFA sur un total de 1 075 milliards de FCFA avec 8 émissions sur l'année. Les autres Etats sont intervenus moins régulièrement une à trois fois comme le Sénégal et le Togo. Il est à noter que le Sénégal a procédé pour la première fois dans l'histoire de l'UEMOA à une émission de Sukuk qui a été un succès avec une mobilisation de 100 milliards de FCFA.

Cet environnement favorable a bénéficié aux activités phares de la banque dont les volumes ont connu une évolution positive quoique contrastée par activité. Les activités de marchés monétaires et interbancaires (prêts/emprunts, pensions livrées, cessions /

achat de titres) se sont inscrites en hausse de près de 8% avec des volumes de transactions de 1 796 milliards en 2014 contre 1 659 milliards en 2013.

Les opérations en devises connaissent une baisse du fait du reflux des devises entrants en passant de 251 milliards à 170 milliards de FCFA en volumes.

## Gestion pour compte de tiers

La progression de l'activité de gestion continue à un rythme assez élevé. En effet, la valeur totale des actifs sous gestion est passée de 2,35 milliards F.CFA en 2013 à 3,014 milliards F.CFA en 2014, soit une progression annuelle de 28,5% (contre 24,3% un an plutôt).

La croissance des actifs est largement soutenue par la hausse significative des rendements des fonds, imputable notamment à une meilleure compréhension des marchés et une bonne dynamique de gestion.

Sur le plan financier, le résultat de BRM AM, bien que modeste, a connu une importante hausse de 81% en passant à 20 .3 millions de F CFA en 2014 (contre 11.2 millions de F CFA en 2013 et 5.4 millions de F CFA en 2012).

Malgré ces charges supplémentaires, le total bilan de BRM AM a connu une poussée de 31% en 2014 (contre 4% en 2013) passant de 82 millions de F CFA à 107 millions de F CFA.

Au-delà de toutes ces contraintes, le Groupe a par ailleurs poursuivi ses démarches en vue d'obtenir d'autres fonds en gestion. Dans cette dynamique, les efforts accomplis depuis l'année dernière ont commencé à se matérialiser, avec justement l'obtention de deux nouveaux mandats de gestion déjà conclus pour l'exercice 2015, sur un total de quatre mandats espérés.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 mai 2014, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le contrôle des comptes annuels de la Banque Régionale de Marchés ;
- les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi ;
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 23 Avril 2015. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne**

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, à l'évaluation de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque.

Cet examen du contrôle interne s'inscrit dans le cadre de la démarche générale d'audit et principalement pour objectif d'identifier les zones de risques significatifs et d'orienter notre approche. L'examen auquel nous procédons dans cette circonstance n'est pas un diagnostic détaillé et ne met pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les comptes annuels.

Les principaux axes d'amélioration identifiés à l'issue de l'examen des procédures de contrôle interne ont fait l'objet d'un rapport distinct adressé à la direction générale de la Banque.

### **Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Sénégal ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels annexés aux pages 6 à 23 ci-après sont, au regard des règles et principes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UEMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Régionale de Marchés à la fin de cet exercice.

### **Vérifications et Informations Spécifiques**

Nous avons également procédé aux vérifications prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2014.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de la Loi 2008-26 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits

accordés aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10% des droits de vote, aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart de capital social, s'élèvent au 31 décembre 2014 à 740 millions FCFA, soit 4% des fonds propres effectifs de la banque.

### Respect de la Règlementation Prudentielle

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques relatives au respect par la Banque des règles pru-

dentielles applicables aux banques et établissements financiers.

Il ressort de ces vérifications, le non-respect des règles prudentielles suivantes :

- Coefficient de liquidité : 56,3% (Min 75%)
- Participation dans des entreprises autres que les banques, établissements financiers et sociétés immobilières :

Capital Invest : 100% (Max 25% du capital social)

BVS : 100% (Max 25% du capital social)

BRM-AM : 60% (Max 25% du capital social)

Dakar, le 27 Avril 2015

#### Les Commissaires aux Comptes

##### CABINET AZIZ DIEYE

*Aziz DIEYE (Associé)*

##### MAZARS SENEGAL

*Hamadou TINI (Associé)*

# ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS



**BILAN RESUME** (au 31/12/2014)

| ACTIF                                | Note | 31/12/2014      | 31/12/2013      | VAR   |
|--------------------------------------|------|-----------------|-----------------|-------|
| Caisse                               | 1    | 94 078 580      | 431 172 955     | - 78% |
| Créances interbancaires              | 1    | 20 032 613 513  | 14 232 055 033  | 41%   |
| Créances sur la clientèle            | 2    | 108 652 457 068 | 90 833 046 679  | 20%   |
| Titres de placement                  | 3    | 115 025 514 236 | 104 975 983 863 | 10%   |
| Immobilisations financières          | 4    | 167 046 586     | 167 046 586     | 0%    |
| Crédit bail et opérations assimilées |      |                 |                 |       |
| Immobilisations corporelles          | 5    | 260 380 318     | 223 897 744     | 16%   |
| Immobilisations incorporelles        | 6    | 45 296 156      | 58 408 729      | - 22% |
| Actionnaires et associés             |      |                 | 509 375 000     |       |
| Autres actifs                        | 7    | 6 668 119 621   | 5 299 572 836   | 26%   |
| Comptes d'ordre et divers            | 8    | 783 651 810     | 776 957 886     | 1%    |

|                    |  |                        |                        |            |
|--------------------|--|------------------------|------------------------|------------|
| <b>Total Actif</b> |  | <b>251 729 157 888</b> | <b>217 588 135 605</b> | <b>16%</b> |
|--------------------|--|------------------------|------------------------|------------|

| PASSIF                             | Note | 31/12/2014      | 31/12/2013      | VAR   |
|------------------------------------|------|-----------------|-----------------|-------|
| Dettes interbancaires              | 9    | 136 514 551 208 | 114 124 414 299 | 20%   |
| Dettes à l'égard de la clientèle   | 10   | 85 347 465 526  | 71 782 996 572  | 19%   |
| Dettes représentées par un titre   | 11   | 1 995 000 000   | 2 996 000 000   | - 33% |
| Autres passifs                     | 12   | 1 934 301 766   | 1 384 648 448   | 40%   |
| Comptes d'ordre et divers          | 13   | 4 249 785 155   | 6 525 957 113   | - 35% |
| Primes liées au capital            | 14   | 595 000 000     | 595 000 000     |       |
| Capital                            | 14   | 7 000 000 000   | 7 000 000 000   |       |
| Réserves                           | 14   | 2 735 025 131   | 1 924 393 282   | 42%   |
| Report à nouveau (+/-)             | 14   | 7 563 475 748   | 5 769 895 268   | 31%   |
| Résultat de l'exercice après impôt | 14   | 3 794 553 355   | 5 404 212 329   | - 30% |

|                     |  |                        |                        |            |
|---------------------|--|------------------------|------------------------|------------|
| <b>Total Passif</b> |  | <b>251 729 157 889</b> | <b>217 507 517 311</b> | <b>16%</b> |
|---------------------|--|------------------------|------------------------|------------|



**COMPTE DE RESULTAT RESUME** (au 31/12/2014)

| CHARGES                                                                | Note | 31/12/2014    | 31/12/2013    | VAR   |
|------------------------------------------------------------------------|------|---------------|---------------|-------|
| Intérêts et charges assimilées                                         | 14   | 7 609 533 201 | 6 703 015 411 | 14%   |
| Commissions                                                            |      | 225 164 812   |               |       |
| Charges sur opérations financières                                     |      | 956 419 494   | 801 504 782   | 19%   |
| Charges diverses d'exploitation bancaire                               |      | 9 450 670     | 15 058 172    | - 37% |
| Frais généraux d'exploitation                                          | 14   | 3 977 465 752 | 3 195 832 282 | 24%   |
| Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations         |      | 146 550 659   | 120 430 676   | 22%   |
| Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan |      | 2 646 008 537 | 158 418 842   | 1570% |
| Charges exceptionnelles                                                |      | 500 000       | 2 050 000     | - 76% |
| Pertes sur exercices antérieurs                                        |      | 20 030 977    | 335 354       | 5873% |
| Impôt sur le bénéfice                                                  |      | 20 000 000    | 5 000 000     | 300%  |
| Bénéfice net de la période                                             |      | 3 794 553 355 | 5 404 212 329 | - 30% |

|                      |  |                       |                       |            |
|----------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------|
| <b>Total Charges</b> |  | <b>19 405 677 457</b> | <b>16 405 857 848</b> | <b>18%</b> |
|----------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------|

| PRODUITS                                                                  | Note | 31/12/2014    | 31/12/2013    | VAR    |
|---------------------------------------------------------------------------|------|---------------|---------------|--------|
| Intérêts et produits assimilés                                            |      | 7 237 231 421 | 6 639 835 493 | 9%     |
| Commissions                                                               |      | 2 796 399 404 | 1 485 221 154 | 88%    |
| Produits sur opérations financières                                       |      | 9 326 242 961 | 8 208 322 695 | 14%    |
| Produits divers d'exploitation bancaire                                   |      | 6 212 823     | 7 360 000     | - 16%  |
| Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan |      |               | 37 428 521    | - 100% |
| Produits exceptionnels                                                    |      | 14 266 785    | 11 800 000    | 21%    |
| Profits sur exercices antérieurs                                          |      | 25 324 063    | 15 889 985    | 59%    |
| Perte de la période                                                       |      |               |               |        |

|                       |  |                       |                       |            |
|-----------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------|
| <b>Total Produits</b> |  | <b>19 405 677 457</b> | <b>16 405 857 848</b> | <b>18%</b> |
|-----------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------|

**COMPTES HORS BILAN RESUMES** (au 31/12/2014)

|                                                               | 31/12/2014             | 31/12/2013             | VAR         |
|---------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------|
| <b>OPÉRATIONS EFFECTUÉES POUR LE COMPTE DE TIERS</b>          | <b>80 071 927 658</b>  | <b>50 733 731 922</b>  | <b>58%</b>  |
| Valeurs à l'encaissement non disponibles                      | 40 817 973 683         | 20 977 241 890         | 95%         |
| Comptes exigibles après encaissement                          | 40 817 973 683         | 20 977 241 890         | 95%         |
| Engagements consortiaux de financement                        |                        |                        |             |
| Engagements consortiaux de garantie                           |                        |                        |             |
| Crédits consortiaux                                           |                        |                        |             |
| Crédits distribués pour le compte de tiers                    |                        |                        |             |
| Titres clientèle                                              | 39 253 953 975         | 29 756 490 032         | 32%         |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>                             | <b>5 514 892 276</b>   | <b>1 248 366 614</b>   | <b>342%</b> |
| Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle   | 5 514 892 276          | 1 248 366 614          | 342%        |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>                         | <b>38 753 584 119</b>  | <b>22 199 496 887</b>  | <b>75%</b>  |
| Engagements de garantie donnés en faveur de la clientèle      | 38 753 584 119         | 22 199 496 887         | 75%         |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>                          | <b>200 993 962 491</b> | <b>150 096 489 051</b> | <b>34%</b>  |
| Engagements de garantie reçus de la clientèle                 | 195 033 962 491        | 144 166 489 051        | 35%         |
| Engagements de garantie reçus des établissements de crédit    | 5 960 000 000          | 5 930 000 000          | 1%          |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS</b>                       | <b>2 000 000 000</b>   | <b>2 000 000 000</b>   |             |
| Engagements de financement reçus des établissements de crédit | 2 000 000 000          | 2 000 000 000          |             |

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### **Base d'établissement et de présentation des états financiers**

Les états financiers ont été préparés par application des conventions comptables de base, à savoir essentiellement : principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de séparation des exercices et du coût historique et présentés selon les prescriptions fixées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

### **Faits générateurs des produits et charges**

Les intérêts courus non échus sur les engagements à l'égard de la clientèle et sur l'interbancaire ainsi que les coupons courus sur les titres de placement sont déterminés sur une base pro-rata temporis et sont pris en compte dans le résultat à la clôture de chaque exercice.

### **Valorisation et amortissement des immobilisations**

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon la méthode linéaire :

|                                  |       |       |
|----------------------------------|-------|-------|
| - Mobilier et matériel de bureau | 33.3% | 3 ans |
| - Matériel de transport          | 25%   | 4 ans |
| - Logiciels                      | 25%   | 4 ans |
| - Agencements et aménagements    | 25%   | 4 ans |
| - Frais d'établissement          | 20%   | 5 ans |
| - Matériel informatique          | 20%   | 5 ans |

### **Comptabilisation et valorisation des titres pour compte propre**

Les règles applicables en matière de comptabilisation des titres de placement, d'évaluation et de valorisation du portefeuille, de cession et de dépréciation des titres sont définies dans l'instruction 2001-03 de la BCEAO. En application de cette instruction :

- les titres de placement sont comptabilisés à la date de leur acquisition au prix d'achat, frais exclus, coupon couru exclu,
- la valeur d'entrée de la fraction de titres de placement cédée est estimée au coût moyen pondéré,
- les titres du marché monétaire sont évalués à chaque arrêté comptable au taux historique.
- le coupon couru sur les titres de placement est déterminé selon la méthode EXACT, qui tient compte du nombre de jours exacts de l'année (365 ou 366 jours).

La formule de calcul du coupon est la suivante :

$$CC = (n/N) \times C$$

CC = coupon couru

n = nombre de jours exacts séparant la date de dernier détachement de la date de règlement

N = nombre de jours exacts dans l'année

C = coupon nominal de l'obligation

### **Comptabilisation et valorisation des titres pour compte de tiers**

Le portefeuille titres de la clientèle est suivi en hors bilan à la valeur d'acquisition des titres. Les titres cédés sortent également des comptes de hors bilan à leur valeur d'acquisition.



### **Conversion des opérations en devises**

Les opérations en devises sont enregistrées dans les comptes de position de change dans chacune des devises utilisées. La contrepartie des écritures en monnaie locale associée à ces opérations est enregistrée dans les comptes de contre-valeur de position de change.

A la clôture de l'exercice, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan en devises, ainsi que les comptes de position de change concernés sont évalués au cours communiqué par la Banque Centrale.

Les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de

change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contrepartie de position de change sont portées au compte de résultat, par le débit ou le crédit des comptes de contre-valeur de position de change.

# PRÉSENTATION DES NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

### Note 1 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - actif

Cette rubrique enregistre essentiellement les avoirs à vue auprès des établissements de crédit et de la Banque Centrale ainsi que les prêts interbancaires. Elle s'analyse comme suit :

| Opérations de trésorerie et créances interbancaires | 31/12/2014            | 31/12/2013            | VAR        |
|-----------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| Billets et monnaies                                 | 94 078 580            | 431 172 955           | - 78%      |
| Créances interbancaires à vue                       | 10 657 613 513        | 7 087 555 033         | 50%        |
| Créances interbancaires à terme                     | 9 375 000 000         | 7 144 500 000         | 31%        |
| <b>Total</b>                                        | <b>20 126 692 093</b> | <b>14 663 227 988</b> | <b>37%</b> |

Les créances interbancaires à vue comprennent les avoirs à vue auprès de la BCEAO (FCFA 8 681 millions), des établissements de crédit implantés au Sénégal (1 460 millions), des établissements de crédit implantés au sein de l'UEMOA pour (FCFA 27 millions) et des correspondants bancaires en Europe (FCFA 489 millions).

Les créances interbancaires à terme comprennent les prêts accordés aux banques et établissements financiers.

### Note 2 / Opérations avec la clientèle - actif

Cette rubrique comprend les concours à la clientèle sous forme de crédits et d'escompte ainsi que les comptes courants débiteurs de la clientèle. Elle se décompose comme suit :

| Créances sur la Clientèle         | 31/12/2014             | 31/12/2013            | VAR        |
|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------------|
| Portefeuille d'effets commerciaux | 3 566 680 179          | 4 648 032 674         | - 23%      |
| Autres concours à la clientèle    | 78 385 562 451         | 59 399 042 99         | 32%        |
| Comptes ordinaires débiteurs      | 10 192 006 384         | 8 300 638 054         | 23%        |
| Affacturage                       | 16 508 208 054         | 18 485 332 958        | - 11%      |
| <b>Total</b>                      | <b>108 652 457 068</b> | <b>90 833 046 679</b> | <b>20%</b> |

Les autres concours à la clientèle comprennent essentiellement les crédits à court terme qui sont des facilités d'une durée inférieure à deux (2) ans et les crédits à moyen terme qui sont d'une durée comprise entre 2 – 10 ans.

### Note 3 / Opérations sur titres

Le portefeuille de titres de placement comprend pour l'essentiel des titres du marché monétaire (bons du trésor) et des obligations émises par adjudications organisées par la BCEAO. Les titres Etat du Sénégal représentent en FCFA 20 546 millions du total contre 94 480 millions de titres des pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire, Mali, Bénin, Togo).

|                            | 31/12/2014             | 31/12/2013             | VAR        |
|----------------------------|------------------------|------------------------|------------|
| <b>Titres de placement</b> | <b>115 025 514 236</b> | <b>104 975 983 863</b> | <b>10%</b> |

### Note 4 / Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent essentiellement la participation de BRM au capital :

- de filiales pour 150 millions de FCFA.
- GIM UEMOA pour 15 millions de FCFA.
- Swift pour 2 millions de FCFA

|                                | 31/12/2014         | 31/12/2013         | VAR       |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|-----------|
| <b>Titres de participation</b> | <b>167 046 586</b> | <b>167 046 586</b> | <b>0%</b> |

### Note 5 / Immobilisations corporelles

Cette rubrique enregistre les immobilisations acquises ou bien en cours d'acquisition. La rubrique se décompose comme suit :

| <b>Immobilisations corporelles</b> | <b>31/12/2014</b> | <b>31/12/2013</b> | <b>VAR</b> |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|------------|
| Immobilisations en cours           |                   | 69 987 701        | - 100%     |
| Immobilisations d'exploitation     | 260 380 318       | 153 910 043       | 69%        |

|              |                    |                    |             |
|--------------|--------------------|--------------------|-------------|
| <b>Total</b> | <b>260 380 318</b> | <b>223 897 744</b> | <b>16 %</b> |
|--------------|--------------------|--------------------|-------------|

Les acquisitions de l'exercice 2014 s'élèvent à 206 millions de FCFA et concernent essentiellement :

- l'aménagement de nouveaux bureaux (3<sup>e</sup> étage) pour 108 millions ;
- mobilier pour 16 millions ;
- matériel de transport pour 60 millions ;

### Note 6 / Immobilisations incorporelles

| <b>Immobilisations incorporelles</b> | <b>31/12/2014</b> | <b>31/12/2013</b> | <b>VAR</b> |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|------------|
| Immobilisations en cours             | 0                 | 0                 | 0%         |
| Immobilisations d'exploitation       | 45 296 156        | 58 408 729        | - 22%      |

|              |                   |                   |             |
|--------------|-------------------|-------------------|-------------|
| <b>Total</b> | <b>45 296 156</b> | <b>58 408 729</b> | <b>-22%</b> |
|--------------|-------------------|-------------------|-------------|

Les immobilisations correspondent aux logiciels et aux frais d'augmentation de capital non encore amortis.



## Note 7 / Autres actifs

La rubrique "autres actifs" s'analyse comme suit :

| <b>Autres actifs</b>    | <b>31/12/2014</b>    | <b>31/12/2013</b>    | <b>VAR</b> |
|-------------------------|----------------------|----------------------|------------|
| Débiteurs divers        | 470 031 463          | 559 843 184          | - 16%      |
| Créances rattachées     | 6 083 195 400        | 4 659 111 358        | 31%        |
| Dépôts et cautionnement | 114 892 758          | 80 618 294           |            |
| <b>Total</b>            | <b>6 668 119 621</b> | <b>5 299 572 836</b> | <b>26%</b> |

Les débiteurs divers comprennent essentiellement les avances faites aux fournisseurs et prestataires de services pour 140 millions de FCFA, les frais engendrés par le recouvrement de créances impayées pour 60 millions, les acomptes provisionnels sur IRVM versés à l'état du Sénégal pour 89 millions de FCFA, et des avances accordés au personnel pour 71 millions.

Les créances rattachées renferment les intérêts courus non échus sur les titres de placement et sur les crédits accordés à la clientèle.

## Note 8 / Comptes d'ordre et divers

Les comptes d'ordre et divers s'analysent comme suit :

|                                  | <b>31/12/2014</b>  | <b>31/12/2013</b>  | <b>VAR</b> |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|------------|
| <b>Comptes d'ordre et divers</b> | <b>783 651 810</b> | <b>776 957 886</b> | <b>1%</b>  |

Les comptes d'ordre et divers renferment les charges constatées d'avance pour 63 millions de FCFA ainsi que les divers pour 721 millions.

Les divers sont constitués des comptes d'attente actifs.

## Note 9 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - passif

La rubrique opérations de trésorerie et opérations interbancaires s'analyse comme suit :

| <b>Dettes interbancaires</b>  | <b>31/12/2014</b>      | <b>31/12/2013</b>      | <b>VAR</b> |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------|
| Dettes interbancaires à vue   | 2 488 050 110          | 2 216 777 801          | 12%        |
| Dettes interbancaires à terme | 134 026 501 098        | 111 907 636 498        | 20%        |
| <b>Total</b>                  | <b>136 514 551 208</b> | <b>114 124 414 299</b> | <b>20%</b> |

Les dettes interbancaires à vue englobent les soldes de nos comptes ouverts chez les correspondants étrangers.

Les dettes interbancaires à terme comprennent les dépôts à terme reçus des établissements de crédit pour 3160 millions de FCFA, les refinancements obtenus de la BCEAO au titre des adjudications périodiques (FCFA 67 752 millions), les emprunts à terme obtenus auprès des établissements de crédit (FCFA 33 063 millions) et les pensions à terme (FCFA 30 052 millions).

### Note 10 / Dettes à l'égard de la clientèle

Cette rubrique enregistre principalement les comptes ordinaires créditeurs, les dépôts reçus de la clientèle. Elle se décompose comme suit en fonction des caractéristiques des dépôts :

| <b>Dettes à l'égard de la clientèle</b> | <b>31/12/2014</b>     | <b>31/12/2013</b>     | <b>VAR</b> |
|-----------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| Autres dettes à vue                     | 23 533 485 807        | 26 205 708 107        | - 10%      |
| Autres dettes à terme                   | 53 507 036 592        | 15 148 915 389        | 253%       |
| Comptes d'épargne à terme               | 136 943 127           | 159 373 076           | - 14%      |
| Bons de caisse                          | 8 170 000 000         | 30 269 000 000        | - 73%      |
| <b>Total</b>                            | <b>85 347 465 526</b> | <b>71 782 996 572</b> | <b>19%</b> |

### Note 11 / Dettes représentées par un titre

Cette rubrique enregistre les certificats de dépôt et s'analyse ainsi :

|                         | <b>31/12/2014</b>    | <b>31/12/2013</b>    | <b>VAR</b>   |
|-------------------------|----------------------|----------------------|--------------|
| <b>Dettes de titres</b> | <b>1 995 000 000</b> | <b>2 996 000 000</b> | <b>- 33%</b> |

### Note 12 / Autres passifs

| <b>Autres passifs</b> | <b>31/12/2014</b>    | <b>31/12/2013</b>    | <b>VAR</b> |
|-----------------------|----------------------|----------------------|------------|
| Dettes rattachées     | 1 452 529 267        | 943 746 459          | 54%        |
| Créditeurs divers     | 481 772 498          | 440 901 989          | 9%         |
| <b>Total</b>          | <b>1 934 301 765</b> | <b>1 384 648 448</b> | <b>40%</b> |

Les autres passifs enregistrent les créditeurs divers pour 482 millions FCFA, les intérêts dus sur les emprunts interbancaires (500 millions FCFA), les dépôts de la clientèle (919 millions FCFA) et les certificats de dépôts (33 millions FCFA).

Les « créditeurs divers » comprennent essentiellement les taxes sur les opérations bancaires pour 167 millions de FCFA, l'impôt sur le revenu pour 89 millions FCFA, les contributions forfaitaires à la charge de l'employeur pour 10 millions de FCFA et l'impôt sur les revenus de créances pour 28 millions de FCFA.

### Note 13 / Comptes d'ordre et divers

|                                  | 31/12/2014           | 31/12/2013           | VAR          |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|--------------|
| <b>Comptes d'ordre et divers</b> | <b>4 249 785 155</b> | <b>6 525 957 113</b> | <b>- 35%</b> |

Les comptes d'ordre et divers comprennent les intérêts précomptés sur les facilités à court terme de la clientèle (1 007 millions FCFA), les bons du trésor (519 millions FCFA), les charges à payer (1 340 millions FCFA), et les comptes d'attente passifs (1 132 millions FCFA).

### Note 14 / Capitaux propres et ressources assimilées

Tableau de variation des capitaux propres

| Libellés                          | 31/12/2013            | Augmentation         | Diminution           | 31/12/2014            |
|-----------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| Réserves                          | 1 924 393 282         | 810 631 849          |                      | 2 735 025 131         |
| Capital appelé                    | 7 000 000 000         | -                    | -                    | 7 000 000 000         |
| Report à nouveau débiteur (Perte) | 5 769 895 268         | 1 793 580 480        |                      | 7 563 475 748         |
| Primes liées au capital           | 595 000 000           | -                    | -                    | 595 000 000           |
| Résultat                          | 5 404 212 329         | 3 794 553 355        | 5 404 212 329        | 3 794 553 355         |
| <b>Total</b>                      | <b>20 693 500 879</b> | <b>6 398 765 684</b> | <b>5 404 212 329</b> | <b>21 688 054 234</b> |

Le résultat de 2013 a été réparti en réserves pour 811 millions de FCFA et en report à nouveau pour 1 794 millions de FCFA conformément à la décision de l'Assemblée générale.

Des dividendes ont été distribués pour un montant de 2 800 millions de FCFA.

### Charges bancaires

| Charges bancaires                                                  | 31/12/2014           | 31/12/2013           | VAR        |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|------------|
| Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires             | 4 579 330 913        | 3 723 888 975        | 23%        |
| Charges sur opérations avec la clientèle                           | 2 842 475 356        | 2 718 654 416        | 5%         |
| Charges sur opérations sur titres et opérations diverses           | 187 726 932          | 260 472 020          | -28%       |
| Charges sur comptes bloqués d'actionnaires et emprunts subordonnés |                      |                      | -          |
| Charges sur opérations financières                                 | 956 419 494          | 801 504 782          | 19%        |
| Charges diverses d'exploitation bancaires                          | 9 876 060            | 15 058 172           | -37%       |
| <b>Total</b>                                                       | <b>8 575 828 755</b> | <b>7 519 578 365</b> | <b>14%</b> |

### Frais généraux d'exploitation

| Frais généraux d'exploitation                            | 31/12/2014           | 31/12/2013           | VAR        |
|----------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|------------|
| Loyers, entretien et réparations                         | 261 991 348          | 281 680 579          | - 7%       |
| Primes d'assurance                                       | 97 936 983           | 100 770 794          | - 3%       |
| Redevances crédit bail                                   | 39 240 173           | 57 162 040           | -31%       |
| Rémunérations prestataires, intermédiaires et honoraires | 69 753 182           | 69 111 222           | 1%         |
| Frais postaux et télécommunications                      | 128 769 194          | 76 564 793           | 68%        |
| Rémunérations administrateurs                            | 100 000 001          | 90 000 000           | 11%        |
| Charges diverses d'exploitation                          | 1 234 950 584        | 668 376 746          | 85%        |
| Frais de personnel                                       | 2 044 824 287        | 1 852 166 109        | 10%        |
| <b>Total</b>                                             | <b>3 977 465 752</b> | <b>3 195 832 283</b> | <b>24%</b> |



## Dispositif prudentiel

| RATIOS                                                                                                                                                                                                                                              | 2014 | 2013  | Norme BCEAO              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------|--------------------------|
| <b>1. Contrôle des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières</b><br>$\frac{\text{Participations + immobilisations hors exploitation}}{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}$                           | 0%   | 0%    | Max 15%                  |
| <b>2. Contrôle des immobilisations et des participations</b><br>$\frac{\text{Total des actifs immobilisés}}{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}$                                                                                                  | 3%   | 2%    | Max 100%                 |
| <b>3. Contrôle des crédits aux personnes participant à la direction, administration, gérance, contrôle et fonctionnement des banques et établissements financiers</b><br>$\frac{\text{Montant des concours}}{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}$ | 4%   | 3,7%  | Max 20%                  |
| <b>4. Risques couverts par les fonds propres effectifs</b><br>$\frac{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}{\text{Total des risques retenus}}$                                                                                                       | 43%  | 42,6% | Min 8%                   |
| <b>5. Coefficient de liquidité</b><br>$\frac{\text{Actifs liquides}}{\text{Passif exigible}}$                                                                                                                                                       | 56%  | 51%   | Min 75%                  |
| <b>6. Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables</b><br>$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois à moyen et long terme}}$                                                                        | 64%  | 62%   | Min 50%                  |
| <b>7. Coefficient de division des risques</b><br>Total des engagements atteignant 25% FPE                                                                                                                                                           | 0    | 4 000 | Max<br>(8 X FPE=147 336) |





*Révélateur de valeurs*

**Banque Régionale de Marchés**

*Immeuble La Rotonde  
Avenue A. A. Ndoye X Rue du  
Dr. Thèze – BP 32 040 Dakar Ponty, Sénégal  
tél.: +221 33 889 60 80  
fax: +221 33 823 63 83  
[www.brmbank.com](http://www.brmbank.com)*

**Banque Régionale de Marchés**  
Immeuble La Rotonde  
Avenue A. A. Ndiaye X Rue du  
Dr. Thèze – BP 32 040 Dakar Ponty, Sénégal  
tél.: +221 33 889 60 80  
fax: +221 33 823 63 83  
[www.brmbank.com](http://www.brmbank.com)

*Revealing values*

